



PRÉFET DE LA RÉUNION

Préfecture

SAINT-DENIS, le 05 juin 2018

Direction des relations externes
et du cadre de vie

Bureau du cadre de vie

ARRÊTÉ N° 2018 - 975 /SG/DRECV

mettant en demeure la commune de Saint-Pierre, de régulariser la situation administrative de son installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle qu'elle exploite sur le site de son établissement, la médiathèque Raphaël Barquissau, situé rue du Collège Arthur à Saint-Pierre (97410), et portant mesures conservatoires.

LE PRÉFET DE LA RÉUNION

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU le titre VII du livre I du code de l'environnement et notamment, les articles L.171-6, L.171-7, L.171-8 ;
- VU le titre I du livre V du code de l'environnement et notamment, les articles L.511-1, L.511-2, L.512-7, et L.514-5 ;
- VU le code de justice administrative, notamment son article R.421-1 relatif aux délais et voies de recours ;
- VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- VU les articles R.512-47 et suivants du code de l'environnement, relatifs aux installations classées soumises à déclaration ;
- VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 mai 2018 référencé SPREI/UDAS/NL/71-2245/2018-0560 dont copie a été transmise le 11 mai 2018 à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- VU le projet d'arrêté porté le 11 mai 2018 à la connaissance de l'exploitant et valant contradictoire ;
- VU les observations formulées par l'exploitant sur ce projet dans son courrier du 22 mai 2018, référencé DGS/DE/CF/18000013 ;

- CONSIDÉRANT** que l'inspection des installations classées a constaté, lors de l'inspection du 7 mai 2018, l'exploitation d'une installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, au sein de la médiathèque communale, Raphaël Barquissau, rue du Collège Arthur à Saint-Pierre (97410) ;
- que cette installation relève de la rubrique 2921 de la nomenclature susvisée et est soumise à déclaration selon les éléments indiqués par l'exploitant lors du contrôle (puissance thermique évacuée maximale inférieure à 3 000 kW) ;
- que la commune de Saint-Pierre, exploitant de cette installation, ne dispose pas de la déclaration requise pour exploiter cette installation ;
- qu'à ce titre, la commune de Saint-Pierre exploite illégalement l'installation susmentionnée ;
- CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-7 susvisé, de mettre en demeure la commune de Saint-Pierre de régulariser la situation administrative de son installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle ;
- CONSIDÉRANT** que des résultats d'analyses de l'eau des circuits de l'installation ci-dessus mentionnée ont mis en évidence une concentration de legionella pneumophilla supérieure à la valeur limite à maintenir imposée par l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à déclaration contrôlée (1 000 UFC/l) ;
- CONSIDÉRANT** que la legionella pneumophilla est la principale cause de légionellose ;
- CONSIDÉRANT** qu'au regard des dangers potentiels d'une telle activité vis-à-vis notamment des intérêts visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement en particulier en matière de santé publique, il y a lieu, dans l'attente de la régularisation administrative de cette installation, en application de l'article L.171-7 susvisé, de mettre en œuvre des mesures conservatoires appropriées à la protection de ces intérêts ;
- CONSIDÉRANT** que les éléments transmis en réponse par l'exploitant, même s'ils apportent des éléments d'éclairage complémentaires, ne modifient pas de manière substantielle les constats effectués par l'inspection des installations classées, et que la seule déclaration de mise à l'arrêt définitif de l'installation ne répond pas aux exigences réglementaires en matière de cessation d'activité ;
- CONSIDÉRANT** que néanmoins, l'objectif de mise à l'arrêt définitif permet d'adapter certaines des dispositions proposées et d'autoriser les opérations de purge et traitement sous certaines conditions ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture.

ARRÊTE

Article n° 1 : Exploitant

La commune de Saint-Pierre, ci-après dénommée l'exploitant, sise rue Méziaire-Guignard, BP 342, sur le territoire de la commune de Saint-Pierre (97410), est mise en demeure de régulariser la situation administrative de son installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, implantée au sein de son établissement, la médiathèque Raphaël Barquissau, située rue du Collège Arthur sur le territoire de la même commune, dans un délai de un mois.

Pour ce faire et au regard de la cessation définitive des activités annoncée dans son courrier du 22 mai 2018 susvisé, il transmet au préfet dans le délai ci-dessus mentionné, un mémoire de remise en état du site accueillant l'installation, précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 compte tenu de l'usage fixé dans les documents d'urbanisme des terrains d'assiette de l'installation, et ce en application des articles R.512-66-1 et suivants du code de l'environnement.

Le remplacement de l'installation par tout autre système de refroidissement est porté à la connaissance du préfet avec les éléments techniques d'appréciation et un échéancier prévisionnel des travaux de remplacement.

Article n° 2 : Mesures conservatoires

Par ailleurs, l'exploitant doit, dans le délai de quinze jours :

- transmettre au préfet avec copie au service de l'inspection, une synthèse des périodes de fonctionnement et d'arrêt de l'installation, des résultats d'analyses effectuées et des traitements réalisés, sur les trois dernières années ;
- transmettre au préfet avec copie au service de l'inspection, l'identification des différentes souches de légionelles détectées sur la période de début 2017 à aujourd'hui. Des analyses complémentaires sont demandées également au centre national de référence des légionelles à Lyon (CNR-L) dans le délai précité, sur la base des doubles des échantillons conservés par le laboratoire d'analyse, afin d'identifier notamment d'éventuelles souches de *Legionella gratiana*. Le cas échéant, l'exploitant justifie au préfet l'impossibilité d'identifier les différentes souches de légionelles sur cette période.

Les opérations de traitement et de purge de l'installation peuvent être réalisées. Néanmoins elles sont précédées d'une analyse complémentaire, avec l'identification éventuelle des souches de légionelles, dans les mêmes conditions qu'indiquées ci-dessus.

Article n° 3 : Délais

Les prescriptions sont d'application immédiate à compter de la notification du présent arrêté, à l'exception de celles pour lesquelles un délai est prévu au sein même des articles.

À l'échéance du délai, l'exploitant justifie au préfet et à l'inspection des installations classées du respect des prescriptions précitées.

Article n° 4 : Frais

Les frais occasionnés par les études, analyses et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article n° 5 : Sanction

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais impartis aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être engagées.

Article n° 6 : Recours

En application des dispositions inscrites au code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément au code de justice administrative, il peut être déféré au tribunal administratif de La Réunion, par la personne qui en fait l'objet, par voie de recours formé contre une décision, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle.

Article n° 7 : Publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article n° 8 : Exécution

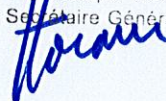
Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Copie est adressée à :

- M. le sous-préfet de Saint-Pierre ;
- M. le directeur général de l'agence de santé Océan Indien (ARS) ;
- M. le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) – service de prévention des risques et environnement industriels (SPREI).

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général



Frédéric JORAM